

commerciales équitables auxquelles nos partenaires se conforment tout comme nous. Cela a de l'importance entre autres parce qu'on s'assure de cette façon que les décisions en matière d'investissement sont fondées non pas sur des artifices protectionnistes mais sur l'avantage concurrentiel.

Le gouvernement du Canada travaille sans cesse à l'accroissement de la compétitivité du pays. Nous sommes d'abord et avant tout déterminés à créer les conditions propices à une croissance vigoureuse et soutenue.

Notre démarche consiste à avoir un cadre d'action économique qui permet aux investisseurs de trouver au Canada un environnement dans lequel les entreprises peuvent prendre de l'expansion et prospérer.

Nous croyons que les investissements judicieux ne devraient pas être fondés sur des stimulants qui ne sont accordés qu'une fois, mais plutôt sur les perspectives de croissance du pays, des perspectives larges et à long terme.

Notre croissance économique récente, due à de bons résultats sur le plan des exportations ainsi qu'à des investissements non moins importants dans les machines et l'équipement, prend beaucoup d'ampleur et englobe maintenant les dépenses de consommation.

Nous nous attendons cette année à ce que la croissance atteigne — voire dépasse — 4 p. 100, et nous sommes persuadés que nous pourrions maintenir de tels niveaux de croissance pendant un certain temps. L'ampleur des investissements effectués récemment témoigne de l'optimisme du milieu des affaires.

En fait, au cours du deuxième trimestre de 1994, cette confiance a atteint son niveau le plus élevé depuis 1979.

L'emploi est en hausse, ce qui est à la base de la vigueur accrue de la demande des consommateurs, et les prix n'augmentent pas. Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre, en particulier, ont baissé parce que les augmentations de salaires sont modestes et que la productivité s'est accrue.

Parmi les pays du G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés], le Canada est celui qui a le taux d'inflation le plus faible. Ces derniers mois, il était nul, et au cours du trimestre qui s'est terminé en juin, les prix ont effectivement baissé et l'économie a enregistré un taux de croissance annuel de 6,4 p. 100.

La détermination du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux à mettre de l'ordre dans les finances publiques contribue à donner confiance dans l'économie.